

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif au
fonctionnement et au financement des classes
relais**

Nous vous présentons ici un projet de décret qui prévoit – notamment – le financement de certains coûts relatifs à la prise en charge d'enfants et d'adolescents présentant de sérieuses difficultés de comportement par des spécialistes non-enseignants. Nous nous fondons sur le principe de solidarité qui prévoit une répartition des coûts entre l'Etat et toutes les communes du canton.

Ce message qui accompagne le décret constitue en même temps le rapport faisant suite au postulat N° 226.03 Catherine Keller-Studer, puisqu'il propose des mesures demandées par la députée.

RÉSUMÉ DU POSTULAT KELLER

Dans le postulat déposé le 26 mars 2003 et développé le 8 juillet 2003, il a été demandé si les structures socio-éducatives de la ville et du canton de Fribourg correspondaient aux besoins actuels. Les questions suivantes ont été soulevées:

- Serait-il possible de mieux coordonner les différentes mesures planifiées?
- Ne pourrait-on pas mettre à disposition des établissements scolaires des personnes qui prendraient en charge des fonctions éducatives complémentaires?
- Serait-il possible de changer la loi scolaire de telle sorte que ce personnel supplémentaire puisse être financé par le «pot commun»?

Dans sa réponse de 8 juillet 2003, le Conseil d'Etat souligne l'importance des questions soulevées par la députée Keller-Studer. C'est la raison pour laquelle il a mis sur pied une commission interdirectionnelle chargée d'élaborer des mesures concrètes pour le suivi des élèves en grave difficulté comportementale. La Commission avait notamment pour mandat d'examiner les questions du postulat Keller-Studer.

1. INTRODUCTION

Les écoles se trouvent aujourd'hui plus que jamais confrontées à des jeunes en difficultés qui se manifestent le plus souvent dans les salles de classes. Ces comportements à problèmes perturbent d'une part le cours en empêchant un enseignement efficace et engendrent une surcharge de travail pour l'enseignant, qui ne lui permet d'autre part plus de s'occuper personnellement des élèves en difficultés et de résoudre leurs problèmes.

Les causes de ces difficultés trouvent en général leur origine en dehors du milieu scolaire:

- méconnaissances des parents dans le domaine de l'éducation;
- absences fréquentes des parents;
- manque d'expérience dans la vie de groupe et rejet des règles établies par le responsable.

Bien que les causes soient externes à l'école, les solutions doivent être recherchées à l'intérieur du système scolaire. En effet, seule l'école possède les structures stables et

permanentes qui permettent de fournir une aide rapide et efficace aux enfants en difficulté. De plus, le système scolaire est dans l'obligation d'offrir les conditions adéquates à un enseignement de qualité.

2. SITUATION ACTUELLE

Les problèmes de comportement se manifestent le plus souvent à l'intérieur des salles de classes. Généralement, l'enseignant concerné prend rapidement l'élève en charge et tente de régler les problèmes avec les moyens dont il dispose. Si des difficultés plus sérieuses font surface, l'enseignant peut se tourner vers l'inspecteur scolaire (école primaire) ou vers le directeur (CO). De plus, le programme cantonal de prévention extrascolaire «Choice» du Centre «Le Release» peut fournir une aide intéressante pour les difficultés survenant avec des jeunes de 12 à 16 ans.

Les associations des Cycles d'Orientation de la partie alémanique (à l'exception de celui de la Ville de Fribourg) ont travaillé ces derniers mois à l'introduction d'un programme socio-éducatif dans leurs établissements. Un travailleur social y a été engagé. Ce projet est actuellement entièrement planifié et en grande partie déjà réalisé. Ces mesures sont entièrement financées par les communes et les associations de communes.

Dans toutes les écoles de la partie francophone, des médiateurs ont été nommés parmi les enseignants. Ces médiateurs ont reçu une formation adéquate et bénéficient d'heures de décharge. Un soin particulier est donné à la prévention dans le cadre des cours de formation générale.

D'autres cycles d'orientations ont intégré des mesures supplémentaires, comme par exemple le projet «Ressort» du CO de Pérolles.

3. BESOINS D'AIDES SUPPLÉMENTAIRES (COMMISSION CANTONALE, DIRECTIVES DU GOUVERNEMENT ET PLAN DE FINANCEMENT)

3.1 L'offre existante ne correspond pas entièrement aux besoins sur le terrain

Malgré ces initiatives, le Conseil d'Etat a constaté que de multiples problèmes n'ont pas pu être résolus. Il a donc décidé de répertorier les aides existantes, de déterminer quelles nouvelles mesures sont nécessaires et de faire des propositions concrètes. Le Conseil d'Etat a donc constitué une commission cantonale. Celle-ci est arrivée aux conclusions suivantes:

- Bien que des moyens importants aient été investis par les écoles pour la prise en charge des élèves posant des difficultés, il apparaît que les cahiers des charges de ces spécialistes ne correspondent pas suffisamment aux exigences actuelles de chaque école. Durant les cours, l'enseignant doit gérer seul les problèmes auxquels il se trouve confronté. Dans les cas de sérieuses difficultés de comportement, un dilemme fait surface. D'un côté l'enseignant devrait se consacrer à l'élève en difficultés, mais de l'autre côté les autres élèves de la classe ont droit à un enseignement régulier et efficace prodigué dans les meilleures conditions.
- Lorsque les mesures prises à l'intérieur de l'école ne suffisent plus à subvenir aux besoins d'un élève en difficulté, aucune alternative ne peut cependant lui être

proposée. Le canton ne dispose d'aucun internat ni de centre scolaire de jour. Un placement dans un foyer déjà existant n'est pas toujours possible et les cantons voisins ne sont pas obligés d'accepter des jeunes en difficulté dans leurs établissements.

- Les différents soutiens auxquels peuvent faire appel les écoles sont dirigés par de nombreux et divers services, bureaux ou directions (Service de pédopsychiatrie, Service de l'enfance et de la jeunesse, travailleurs sociaux, etc.). La coordination des tâches de chacun ainsi qu'une claire délimitation des divers champs de compétence ne sont très faciles à établir; ceci entraîne une grande perte de temps.

3.2 Mandat de la Commission cantonale (Novembre 2003)

- Déceler les problèmes des jeunes présentant de sérieuses difficultés de comportement.
- Proposer des solutions.
- Favoriser la collaboration avec les directions.

3.3 Trois principes généraux de la Commission

- Les élèves en difficulté doivent pouvoir rester le plus longtemps possible dans les classes régulières.
- L'école ne peut pas résoudre tous les problèmes de société; elle ne peut donc pas offrir à chaque élève une solution.
- Toutes les personnes impliquées dans l'éducation et la formation doivent être réunies afin de coordonner leurs actions.

3.4 Propositions de la Commission

3.4.1 Structures internes aux établissements

- a) Création d'une cellule de crise (groupe relais) dans chaque école dont les tâches seraient les suivantes:
 - évaluer les besoins en matière de gestion de crise;
 - établir des procédures à suivre en cas de situation problématique (protocole d'action);
 - établir un organigramme des personnes d'aide et des ressources du site (mise en réseau);
 - offrir des modules de motivation aux élèves présentant de sérieuses difficultés de comportement.
- b) Promotion d'un bon climat au sein de la classe et de l'établissement scolaire.
- c) Mise à disposition d'une personne ressource dans chaque site, dans la mesure où le besoin a été démontré par l'établissement scolaire et que ce dernier répond à des conditions requises.
- d) Mise à disposition de toutes les écoles d'une unité mobile qui a les tâches suivantes:
 - intervention rapide sur le site en cas de crise grave; prise en charge des élèves et, si nécessaire, des maîtres en difficultés;
 - conseils dispensés aux acteurs concernés;
 - soutien, individuel ou collectif, aux personnes impliquées;

- aide à l'élaboration des protocoles d'urgence et à la mise sur pied des cellules de crise sur les sites;
- aide à la mise en réseau des divers partenaires de l'éducation sur le site, aiguillage vers les structures d'aide;
- transmission à un organe de coordination (présenté ci-dessous au point 3.4.3) des informations importantes provenant du terrain.

3.4.2 Offres de prise en charge hors établissement

Objectif: offrir des possibilités de prise en charge, partielle ou totale, des élèves posant de graves difficultés comportementales, soit un cadre scolaire, éducatif et social mieux adapté à leurs besoins et qui assure une approche socio-éducative ciblée sur une période déterminée.

Propositions:

- a) instauration de trois centres scolaires de jour, répartis sur l'ensemble du canton, permettant la prise en charge de 45 élèves en difficultés,
- b) création d'un établissement semi-fermé, à caractère éducatif, permettant une prise en charge globale, jour et nuit, d'environ 15 adolescents des deux communautés linguistiques.

3.4.3 Coordination au niveau cantonal

Il est prévu de mettre sur pied un organe chargé de la coordination interdirectionnelle, dépendant du Conseil d'Etat et rattaché administrativement à une Direction.

Ses attributions seraient:

- a) piloter le fonctionnement des structures mises en place par le présent concept:
 - collecter et synthétiser les informations et les expériences dans le domaine des comportements déviants par la mise en place d'un forum interdirectionnel;
 - veiller à la cohérence des actions conduites par les différents acteurs et intervenants du champ éducatif;
 - évaluer les demandes des écoles en matière de personnes ressources puis y répondre, notamment par le biais de l'unité mobile;
 - gérer le personnel de l'unité mobile;
 - donner les directives nécessaires aux institutions chargées de l'accueil des élèves;
- b) faire des propositions aux Directions et Services concernés;
- c) favoriser le lien avec la recherche;
- d) conseiller les institutions de formation des maîtres, afin de mieux préparer ceux-ci à gérer des situations difficiles en classe;
- e) conseiller les établissements scolaires dans leur organisation interne (prévention, mise en réseaux, protocoles);
- f) assurer la mise en réseau des structures de la petite enfance.

4. PROCÉDURE DE CONSULTATION

Le rapport de la commission cantonale a été analysé grâce à une procédure de consultation étendue. Les partis politiques ainsi que les services, bureaux et conférences concernés ont pu donner leur avis. Les diverses propositions ayant été largement approuvées, le Conseil d'Etat peut donc maintenant élaborer un calendrier de travail et proposer un ordre de priorité des mesures à prendre.

4.1 Les propositions qui ont été approuvées de manière unanime:

- octroi de ressources complémentaires aux écoles;
- création d'une unité mobile;
- instauration de trois centres scolaires de jour afin de prendre en charge 45 élèves du canton, au maximum;
- mise sur pied d'un organe de coordination cantonal.

4.2 Une proposition a été soutenue par une majorité moins marquée:

- création d'un centre scolaire avec internat. Parallèlement, la justice pénale fait savoir son besoin d'une institution fermée (suite au postulat 212.02 de la députée Dominique Virdis Yerly).
- Le rapport P. Schürmann, déposé récemment auprès de la Direction de la santé et des affaires sociales, aboutit à des conclusions tout à fait semblables, soit l'instauration d'un centre fermé, rattaché à une institution existante, qui serait destiné à la prise en charge complète, y compris sur le plan scolaire, de jeunes présentant de graves, voire de très graves problèmes de comportement.

5. PRIORITÉS RETENUES AU TERME DE LA CONSULTATION

Dans la phase de mise en œuvre, le Conseil d'Etat établit des priorités dans la mise en œuvre des propositions de la commission et en retient quatre qu'il considère comme particulièrement importantes. Il s'agit:

- du renforcement des actions conduites au sein des établissements (structure interne);
- de la création de «classes relais», terme préféré à celui de centre scolaire de jour;
- de la mise à disposition d'une unité mobile d'intervention;
- de l'institution d'un organe de coordination.

5.1 Renforcement des actions conduites au sein des établissements

Dans son rapport, la commission préconise la création d'un groupe relais au sein de chaque établissement (= *une cellule de crise*) qui traite les situations problématiques dès leur manifestation, s'occupe de recenser les besoins et les ressources existantes et se charge aussi de promouvoir un bon climat au sein de l'établissement. En fonction des nécessités, des personnes ressources (cf. 3.4.1 c) pourraient étoffer ce groupe sur les sites mêmes, pour autant que ceux-ci aient fait la preuve du besoin.

Compte tenu de la diversité de la taille des établissements, tant au niveau primaire que du CO, dans la partie francophone comme dans la partie alémanique, il convient de proposer des mesures qui répondent certes à l'objectif visé, mais qui présentent aussi une certaine adaptabilité – ou flexibilité – afin d'en garantir l'efficacité. En effet, les plus petits cercles scolaires comptent entre 60 à 80 élèves, les plus grands établissements plus de 800. Les premiers regroupent 3 à 4 enseignants, les seconds près d'une centaine. Ces entités si diverses requièrent un pilotage et une conduite qui leur soient propres; la fréquence et l'importance des problèmes qui s'y présentent sont, par définition, très différentes. Il reste que des difficultés comportementales se posent partout et qu'il faut se donner les moyens de les traiter aussi bien dans les petits établissements que dans les grands, dans les zones urbaines comme dans les zones rurales, en présence d'un «Schulleiter» ou en son absence.

Ce qui est demandé et attendu, en toute priorité, par le corps enseignant et par les autorités scolaires locales et régionales n'est pas un dispositif supplémentaire, mais la possibilité concrète d'une meilleure prise en charge des cas difficiles. L'enseignant, surtout au degré primaire, est seul dans sa classe; il se voit confronté à des difficultés persistantes qu'il parvient difficilement à maîtriser. Quand la situation s'aggrave, il faut qu'il puisse transmettre le cas à un ou une collègue chargé-e d'une responsabilité particulière. Cette démarche a l'avantage de faire clairement comprendre à l'élève qu'il franchit un palier dans la gravité de son comportement et qu'il va encourir des conséquences plus graves. **Une personne** – ou une petite équipe dans les grands cercles scolaires – serait donc chargée d'assurer, sur le site même, la prise en charge rapide des situations scolaires difficiles; elle devrait réunir les informations, prendre les sanctions requises, assurer le suivi relationnel et social, rencontrer les parents avec l'enseignant titulaire, le cas échéant faire appel à différents services externes. Une formation ad hoc lui serait prodiguée.

Dans les CO, de telles structures existent déjà; elles fonctionnent sous l'impulsion de la direction d'école. Le directeur, le ou les adjoints, le ou les médiateurs scolaires y sont impliqués. La proposition est d'étoffer quelque peu ces équipes, en octroyant des unités de décharge soit pour le ou les adjoints, soit pour le ou les médiateurs ou pour une personne spécialement formée pour ces tâches, selon des formules laissées à l'initiative de chaque établissement.

Proposition de mise en œuvre: mise à disposition de tous les cercles scolaires et écoles du CO, proportionnellement à leurs besoins et au contexte socioculturel, de quelques unités de décharge.

(voir tableau du chapitre 6)

Objectif: assurer une meilleure prise en charge sur le site des élèves présentant de sérieuses difficultés de comportement.

Mesure: octroi de quelques unités de décharge par cercle scolaire primaire et par école du CO.

5.2 Création de classes relais

Après avoir épuisé les possibilités d'intervention au sein des établissements, il y a nécessité de recourir à un autre dispositif – d'où la notion de relais – qui consiste à éloigner momentanément l'élève de l'école, pour une durée à

déterminer, mais qui varie selon les situations (voir ci-dessus propositions de la commission).

Objectif: prise en charge hors contexte scolaire d'élèves présentant un profil particulièrement problématique.

Mesure: instaurer trois classes relais (centres scolaires de jour) dont deux francophones et une alémanique. Il est prévu qu'une des deux classes francophones et la classe alémanique s'ouvrent à Fribourg ou dans le Grand Fribourg, en raison des facilités offertes par le réseau de transport public, et que la seconde classe francophone soit ouverte dans le sud du canton.

Le programme, basé sur une double approche pédagogique et éducative, permet à la fois de poursuivre les apprentissages scolaires tout en amenant le jeune à conduire un travail de réflexion sur lui-même. L'idée est donc de rejoindre quelques mois plus tard les parcours de formation régulière tout en ayant acquis une plus grande maîtrise de ses attitudes et de ses comportements. La prise en charge s'effectue sur la journée entière, tôt le matin jusqu'en fin d'après-midi. Ce n'est qu'à ce moment que le jeune est autorisé à rejoindre sa famille, tâches éducatives et devoirs scolaires accomplis. Il est également prévu que des tâches d'utilité publique seront conduites par les élèves fréquentant ces classes relais.

Nombre de places prévu: entre 10 et 15 élèves par classe.

Dotation en personnel pour l'enseignement et pour l'encadrement: 1 EPT d'enseignement, 1 EPT d'encadrement éducatif et psychosocial et 0.2 EPT de psychologue (voir tableau du chapitre 6).

5.3 Unité mobile

Les tâches incombant à ce dispositif d'intervention restent pour l'instant attribuées au Centre «Le Release» dans le cadre de son concept d'intervention «Choice», dont les aspects financiers sont gérés par le Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ). L'unité mobile conduit des interventions, les pilote et aide ensuite à la normalisation des situations critiques. Elle conseille les écoles, aide à l'élaboration des protocoles d'urgence et à la mise sur pied des cellules de crise sur les sites et aide à la mise en réseau des divers partenaires de l'éducation sur le site.

A moyen terme, il est prévu d'intégrer l'unité mobile aux Services de l'enseignement comme un dispositif privilégié d'intervention pour les situations de crise.

Le travail de l'AEMO (structure créée suite au postulat 206.02 Crausaz/Morel) peut compléter le suivi des élèves mené par l'Unité Mobile.

(voir tableau du chapitre 6)

5.4 Organe de coordination

Les tâches incombant à ce dispositif de coordination sont celles décrites plus haut dans les travaux de la commission. Il s'agira d'assurer:

- le pilotage de toutes les actions et de toutes les mesures prises dans le présent concept;

- la conduite du personnel en lien avec les responsables scolaires, inspecteurs, commission scolaire, directeurs de CO;
- une meilleure collaboration des différents offices responsables œuvrant dans le domaine de l'éducation, de la formation et du social;
- l'évaluation des dispositifs pris au sein des établissements scolaires (actions de prévention, organisation d'un réseau, lignes directrices,...);
- l'appréciation des demandes en personnes ressources émanant des établissements;
- la récolte et la synthèse des informations et des expériences éducatives présentées dans le cadre d'un forum sur la jeunesse, forum qu'il aura la charge d'organiser.

Ces tâches correspondent aux besoins de la DICS. Toutefois, il sera possible et souhaitable de les coordonner avec les démarches développées par le projet de loi sur la jeunesse.

Objectif de réalisation: janvier 2007 (voir tableau du chapitre 6).

6. SYNTHÈSE ET RÉCAPITULATION

Sur la base des travaux de la commission, de la consultation des propositions émises et des priorités dégagées par le Conseil d'Etat, quatre mesures permettraient de répondre rapidement et efficacement aux difficultés comportementales dans le domaine scolaire.

Dans un premier temps, dès le début de l'année civile 2006, il s'agit de la mise en œuvre des deux premières mesures, à savoir:

- renforcement des actions conduites au sein des établissements (structure interne);
- création de 3 classes relais.

Dans un deuxième temps, il s'agit de la concrétisation des deux autres mesures, soit:

- création d'une «unité mobile» dont une cellule fonctionne déjà actuellement par le biais des ressources du centre Release, mais qui nécessitera par la suite des engagements. Cette unité mobile fonctionnera en concertation avec d'autres structures déjà existantes ou en préparation, propres au milieu social (par ex. AEMO) ou médico-social.
- instauration d'un organe de coordination (pilotage des mesures proposées, conduite du personnel y relatif, évaluation des efforts dans les écoles, etc.) au début de l'année civile 2007.

Le calendrier 2006 à 2010:

Le concept prévoit les engagements suivants pour la période allant de 2006 à 2010 (voir remarques ci-dessous concernant le budget 2006). Cette planification devra encore être confirmée dans le cadre des travaux budgétaires, en tenant compte de la nécessaire coordination à assurer dans ce domaine.

	Mesures internes aux établissements	Mesures externes aux établissements	Unité mobile	Organe de coordination	Total
2006	Renforcement des actions dans les écoles: fr. 1 EPT all. 0.6 EPT	Classes relais: fr. 2.2 EPT all. 2.2 EPT	Création d'une unité mobile avec les ressources de Choice (actuellement 1.8 EPT)	La coordination se fait par les Services de l'enseignement obligatoire	6
2007	Renforcement des actions dans les écoles: fr. 4 EPT all. 2 EPT	Classes relais: fr. 2.2 EPT all. – EPT	La partie «prévention» de Choice, soit 1.3 EPT est prise en charge par les communes: 1.3 EPT disponible pour la partie «intervention»	Création d'un organe de coordination (conduite du personnel, pilotage, évaluation des dispositifs des écoles, etc.): 1 EPT	9.2
2008	Renforcement des actions dans les écoles: fr. 2 EPT all. 1.5 EPT		Création de nouveaux postes «Unité Mobile»: 1 EPT	Secrétariat organe de coordination: 0.4 EPT	4.9
2009	Renforcement des actions dans les écoles: fr. 2 EPT all. 1 EPT	Création d'un internat, si les années précédentes en démontraient le besoin	Création de nouveaux postes «Unité Mobile»: 1 EPT		4
2010	Renforcement des actions dans les écoles: fr. 0.2 EPT all. 0.4 EPT		Création de nouveaux postes «Unité Mobile»: 1 EPT		1.6
Total	14.7 EPT	6.6 EPT	3 EPT	1.4 EPT	25.7*

* A ce total, il faut ajouter 1.8 EPT déjà mis en œuvre actuellement par le programme Choice.

Ces différentes mesures devront permettre d'aider les enseignants et les autorités scolaires dans leurs tâches éducatives et, par voie de conséquence, dans leur mission d'enseignement. Il convient de ne pas perdre de vue qu'en favorisant le climat de classe par une action à la fois exigeante, mais positive auprès des élèves manifestant de graves problèmes de comportement, c'est aussi au bénéfice des élèves qui ne posent pas de problème au sein des classes et des établissements que l'on agit. Ces mesures donneront aussi les moyens aux responsables scolaires de conduire une action plus concertée et mieux coordonnée, donc plus cohérente dans ce domaine difficile, ce qui contribuera sans aucun doute à maintenir une bonne crédibilité de l'école auprès des parents et, de manière élargie, auprès du grand public.

Inscription des postes au budget

Pour tenir compte de l'augmentation des postes qui a caractérisé l'élaboration des derniers budgets, y compris celui de 2006, il n'a pas été possible de respecter la planification élaborée ci-dessus. Au budget 2006, les deux mesures proposées seront tout de même réalisées, mais dans une moindre mesure que prévue initialement. Il s'agit du renforcement des actions au sein des écoles à hauteur de 1 EPT (et non 1.6 EPT) et de l'ouverture de deux classes relais correspondant à 3.8 EPT (et non 4.4 EPT). Au total, cela représente 4.8 EPT pour le prochain budget (et non 6 EPT).

Les réductions qui ont été apportées à la planification initiale seront reportées sur les prochains budgets.

7. PROPOSITION

Sur la base des résultats de la procédure de consultation du rapport de la commission cantonale et des besoins des écoles, une nouvelle planification, tenant compte des possibilités financières de l'Etat, a été établie (cf. tableau ci-dessus). Les coûts salariaux bruts annuels estimés sont ainsi de l'ordre de 600 000 francs pour 2006 (montant corrigé à 480 000 francs selon budget 2006), de 920 000 francs pour 2007, de 490 000 pour 2008, de 400 000 francs pour 2009 et de 160 000 francs pour 2010. L'organe de coordination (point 5.4) et l'unité mobile (point 5.3) seront pris en charge par le canton. L'action dans les écoles (point 5.1) fera l'objet d'une répartition des coûts entre canton et communes dans le cadre du pot commun conformément à la loi scolaire. Les classes-relais (point 5.2) concernant en premier lieu des élèves du CO, l'Etat assumera 70% du montant conformément à la loi scolaire et le solde sera réparti entre toutes les communes.

8. NÉCESSITÉ D'UN DÉCRET

Selon la loi scolaire actuellement en vigueur, les communes du cercle scolaire supportent, sous déduction de la part de l'Etat aux frais énumérés ci-dessous, tous les frais afférents à la création et au fonctionnement de leur école du cycle d'orientation (art. 93 al. 1 LS). L'ensemble des communes du cercle scolaire supporte 30% des frais suivants afférents à leur école:

- les frais de traitement des maîtres, du directeur d'école et de ses collaborateurs et les charges y relatives;

b) la participation éventuelle à la rémunération de l'enseignement religieux.

L'Etat supporte 70% de ces frais et charges.

Afin d'assurer une répartition solidaire et équitable des frais liés aux trois classes relais entre l'Etat et les communes et afin d'en définir les principes essentiels de fonctionnement, il y a lieu d'adopter des dispositions spécifiques et complémentaires. En raison de la révision totale de la loi scolaire prévue pour 2007, la solution proposée consiste à recourir en l'état à un décret de durée limitée. La période de validité du décret permettra en outre d'évaluer les effets du projet mis en place et d'en intégrer les principes dans la future loi scolaire.

En application de l'article 97 LRGC, le présent décret est soumis à la majorité des membres du Grand Conseil.

Bref commentaire des dispositions légales

Le projet de décret donne à l'article 1 une définition de la classe relais, ainsi qu'un résumé de son contenu et de son objectif.

L'article 2 prévoit que les frais liés aux classes relais, à savoir l'engagement du personnel, la location, l'équipement et les charges de fonctionnement des locaux, ainsi que les fournitures et activités scolaires, font partie des frais répartis entre l'Etat et les communes au sens de l'article 94 de la loi scolaire.

S'agissant des actions conduites dans les établissements scolaires (point 5.1 du présent message), ces derniers peuvent, en lieu et place d'une décharge d'enseignement, augmenter la dotation horaire du personnel socio-éducatif parfois engagé en leur sein par les communes. Les coûts supplémentaires y relatifs font alors également partie des frais répartis entre l'Etat et les communes au sens de l'article 94 de la loi scolaire.

L'article 3 précise que l'Etat paie les frais mentionnés ci-dessus et récupère les montants dus par l'ensemble des communes de chaque cercle scolaire, à l'instar de ce qui se fait pour les frais des écoles du cycle d'orientation répartis entre l'Etat et les communes.

L'article 4 du projet indique que l'engagement du personnel des classes relais relève de la compétence de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport. La législation sur le personnel de l'Etat lui est applicable, tout comme le sont les conditions contractuelles des enseignants et enseignantes portant sur le droit aux vacances (7 semaines par an dont 4 consécutives en été, art. 49 LS) et le délai de résiliation des rapports de service (6 mois d'avance pour la fin d'une année scolaire, art. 47 LS).

L'article 5 précise que le placement d'un élève dans une classe relais relève de la compétence de l'inspection des écoles du cycle d'orientation et que sa décision peut, dans les 10 jours, faire l'objet d'un recours des parents auprès de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (art. 113 LS). Le préavis de la direction de l'école du cycle d'orientation et celui de l'inspection des écoles primaires si le placement concerne un élève de l'école primaire seront requis.

Selon l'article 6 du projet, la surveillance des classes relais est confiée à la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport qui l'exerce par l'intermédiaire de l'inspection des écoles du cycle d'orientation.

Enfin, il est souhaité que le décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006 et déploie ses effets jusqu'au 31 août 2008 (art. 7).

BOTSCHAFT Nr. 225 31. Oktober 2005 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über die Finanzierung und den Betrieb der Anschlussklassen

Wir legen Ihnen hiermit einen Dekretsentwurf über die Finanzierung der Kosten der Betreuung stark verhaltensauffälliger Kinder und Jugendlicher durch schulexterne Fachleute vor. Wir stützen uns auf den Solidaritätsgrundsatz, nach dem die Kosten auf alle Gemeinden des Kantons verteilt werden.

Diese Botschaft zum Dekret bildet zugleich den Bericht zum Postulat Nr. 226.03 Catherine Keller-Studer, weil darin die von der Grossrätin geforderten Massnahmen vorgestellt werden.

ZUSAMMENFASSUNG DES POSTULATS KELLER

Im Postulat, das am 26. März 2003 eingereicht und am 8. Juli 2003 begründet wurde, wurde gefragt, ob die sozialpädagogischen Strukturen der Stadt und des Kantons Freiburg den heutigen Bedürfnissen entsprechen. Die folgenden Fragen wurden gestellt:

- Könnten die verschiedenen vorgesehenen Massnahmen besser koordiniert werden?
- Könnte den Schulen nicht Personal zur Verfügung gestellt werden, das zusätzliche erzieherische Funktionen übernimmt?
- Könnte das Schulgesetz dahingehend geändert werden, dass das zusätzliche Personal durch den «gemeinsamen Topf» finanziert wird?

In seiner Antwort vom 8. Juli 2003 betont der Staatsrat, wie wichtig die von Grossrätin Keller-Studer aufgeworfenen Fragen sind. Er schuf deshalb eine direktionsübergreifende Kommission mit dem Auftrag, konkrete Massnahmen für die Betreuung stark verhaltensauffälliger Schülerinnen und Schüler auszuarbeiten. Die Kommission hatte insbesondere den Auftrag, die Fragen des Postulats Keller-Studer zu prüfen.

1. EINFÜHRUNG

Die Schulen haben heute mehr denn je mit verhaltensauffälligen Jugendlichen zu tun. Das Problemverhalten stört den Unterricht, ein effizienter Unterricht wird verhindert und führt zu einer Mehrbelastung der Lehrperson, die sich deshalb nicht selber um die Schülerinnen und Schüler mit Schwierigkeiten und deren Probleme kümmern kann.

Die Gründe dieser Schwierigkeiten liegen meist ausserhalb des schulischen Milieus:

- die Eltern sind mit der Erziehung überfordert;
- die Eltern sind häufig abwesend;
- es fehlt an der Erfahrung am gemeinschaftlichen Leben. Regeln, die Verantwortliche aufstellen, werden abgelehnt.

Wenn die Gründe meist ausserhalb der Schule liegen, so müssen doch innerhalb des Schulsystems Lösungen gefunden werden. Nur die Schule verfügt über stabile und langfristig verfügbare Strukturen, die den Schülerinnen und Schülern in Schwierigkeiten schnell und effizient helfen können. Das Schulsystem ist zudem verpflichtet, Bedingungen, die einem qualitativ hoch stehenden Unterricht entsprechen, anzubieten.

2. SITUATION HEUTE

Die Verhaltensprobleme treten meist im Unterricht auf. Im Allgemeinen kümmert sich die betroffene Lehrperson sofort um die Schülerin oder den Schüler und versucht, die Probleme mit den Mitteln zu lösen, die ihr zur Verfügung stehen. Wenn es sich um ernsthaftere Schwierigkeiten handelt, kann sich die Lehrperson an die Schulinspektorin oder den Schulinspektor (Primarschule) oder die Direktorin oder den Direktor (OS) wenden. Zudem kann das kantonale ausserschulische Präventionsprogramm «Choice» der Fachstelle «Release» bei Schwierigkeiten mit Jugendlichen zwischen 12 und 16 Jahre Hilfe bieten.

Die Deutschfreiburger Orientierungsschulverbände (ausser demjenigen der Stadt Freiburg) haben in den letzten Monaten an der Einführung eines sozialpädagogischen Programms in ihren Schulen gearbeitet. Dazu wurden jeweils schulische Sozialarbeiter angestellt. Das Projekt ist heute vollständig geplant und zu einem grossen Teil schon realisiert. Diese Massnahmen werden vollumfänglich von den Gemeinden und den Gemeindeverbänden finanziert.

In allen Schulen des französischsprachigen Kantonsteils wurden Mediatoren aus dem Lehrkörper ernannt. Diese Mediatoren haben eine entsprechende Ausbildung erhalten und werden vom Unterricht entlastet. Besonderes Augenmerk wird auf die Prävention im Rahmen der Lebenskunde gelegt.

Andere Orientierungsschulen arbeiten mit Zusatzmassnahmen wie zum Beispiel das Projekt «Ressort» an der OS Pérolles.

3. BEDARF NACH ZUSÄTZLICHER UNTERSTÜTZUNG (KANTONALE KOMMISSION, REGIERUNGSRICHTLINIEN UND FINANZPLAN)

3.1 Das bestehende Angebot deckt die Bedürfnisse vor Ort nicht vollständig ab

Trotz dieser Bemühungen stellte der Staatsrat fest, dass zahlreiche Probleme noch nicht gelöst werden konnten. Er beschloss deshalb, die bestehende Unterstützung aufzulisten, festzulegen, welche Massnahmen notwendig sind, sowie konkrete Vorschläge zu unterbreiten. Der Staatsrat hat dazu eine kantonale Kommission gebildet. Sie ist zu den folgenden Schlüssen gekommen:

- Obwohl schon viele Mittel zur Betreuung von Schülerinnen und Schülern in Schwierigkeiten bereit gestellt wurden, scheint es, dass die Aufgaben dieser Fachleute den heutigen Anforderungen in der Schule nicht genau entsprechen. Während des Unterrichts ist die Lehrperson mit den Problemen, denen sie begegnet, allein. Treten starke Verhaltensauffälligkeiten auf, ist sie in einem Dilemma. Sie muss sich dem Schüler in

Schwierigkeiten widmen, andererseits haben die übrigen Schülerinnen und Schüler Anspruch auf einen regulären, effizienten, unter optimalen Bedingungen erteilten Unterricht.

- Reichen die in der Schule getroffenen Massnahmen nicht mehr aus, um den Bedürfnissen eines Schülers in Schwierigkeiten nachzukommen, gibt es keine Alternative. Der Kanton führt weder ein Internat noch eine Tagesschule. Eine Platzierung in einem bestehenden Heim ist nicht immer möglich, und die Nachbarkantone sind nicht verpflichtet, Jugendliche in Schwierigkeiten in ihren Institutionen aufzunehmen.
- Die verschiedenen Hilfen, auf die die Schulen zurückgreifen können, werden von zahlreichen verschiedenen Ämtern, Büros oder Direktionen geführt (Kinder- und Jugendpsychiatrischer Dienst, Jugendamt, Sozialarbeiter usw.). Eine Koordination und die Abgrenzung der einzelnen Aufgaben ist schwierig und mit grossem Zeitverlust verbunden.

3.2 Auftrag der Kantonalen Kommission (November 2003)

- Das Phänomen der stark verhaltensauffälligen Jugendlichen erfassen.
- Lösungen vorschlagen.
- Zusammenarbeit mit den Direktionen fördern.

3.3 Drei allgemeine Grundsätze der Kommission

- Die Schülerinnen und Schüler in Schwierigkeiten müssen so lange wie möglich in den Regelklassen bleiben können.
- Die Schule kann nicht alle gesellschaftlichen Probleme lösen; sie kann also nicht für jeden Schüler eine Lösung anbieten.
- Alle in die Erziehung und Bildung einbezogenen Personen müssen zusammengeführt und ihre Tätigkeiten abgesprochen werden.

3.4 Vorschläge der Kommission

3.4.1 Schulinterne Strukturen

- a) Bestimmung von Verantwortlichen (Relais-Gruppe) in jeder Schule mit den folgenden Aufgaben:
 - die Bedürfnisse bezüglich Krisenmanagement beurteilen;
 - Verfahren aufstellen, die bei Problemen zu befolgen sind (Handlungsprotokoll);
 - Organigramm der entsprechenden Bezugspersonen in der Schule erstellen (Aufbau eines Netzes);
 - stark verhaltensauffälligen Schülern Motivationsangebote zur Verfügung stellen.
- b) Förderung einer guten Atmosphäre in der Klasse und in der Schule.
- c) Anstellung in jeder Schule einer Ansprechperson, wenn die Schule ein Bedürfnis dafür nachgewiesen hat und die nötigen Bedingungen dafür erfüllt werden.
- d) Für alle Schulen eine mobile Einheit mit den folgenden Aufgaben zur Verfügung stellen:

- rasche Intervention vor Ort bei schwerer Krise; Betreuung der Schülerinnen und Schüler – und wenn nötig, der Lehrperson – in Schwierigkeiten;
- Beratung der Betroffenen;
- individuelle oder kollektive Unterstützung der betroffenen Personen;
- Unterstützung bei der Erarbeitung von Richtlinien und der internen Organisation der Schule;
- Hilfe beim Aufbau eines Netzes der verschiedenen Partner der Schule, Weiterleitung externen Strukturen;
- Übermittlung an ein Koordinationsorgan (wird weiter unten, unter Punkt 3.4.3, vorgestellt) der wichtigen Erkenntnisse aus der Arbeit.

3.4.2 Schulexterne Betreuungsangebote

Ziel: Die teilweise oder vollumfängliche Betreuung von stark verhaltensauffälligen Schülerinnen und Schülern so anbieten, dass er ihren schulischen, erzieherischen und sozialen Bedürfnissen am besten entspricht und eine gezielte sozialpädagogische Betreuung für eine begrenzte Zeit sicherstellt.

Vorschläge:

- a) Schaffung von drei Tagesschulen, über auf den ganzen Kanton verteilt, welche 45 Schülerinnen und Schüler in Schwierigkeiten aufnehmen können
- b) Schaffung eines halbgeschlossenen Heimes, in dem eine umfassende Ganztages-Betreuung von rund 15 Jugendlichen aus beiden Sprachgemeinschaften angeboten wird.

3.4.3 Koordination auf kantonaler Ebene

Es ist vorgesehen, ein Organ zu schaffen, das mit der direktionsübergreifenden Koordination beauftragt ist, das dem Staatsrat untersteht und administrativ einer Direktion zugeordnet ist.

Seine Befugnisse:

- a) die Steuerung der in dieser Botschaft vorgeschlagenen Einrichtungen und Strukturen:
 - Sammlung und Zusammenfassung der Informationen und Erfahrungen auf dem Gebiet abweichenden Verhaltens mit der Schaffung eines direktionsübergreifenden Forums;
 - Sicherstellung der Kohärenz der von den verschiedenen Akteuren und im Erziehungsbereich aktiven Personen durchgeführten Aktionen;
 - Beurteilung der Gesuche von Schulen zur Gewährung von Ressourcenpersonen und Unterstützung der Schulen durch die mobile Einheit;
 - Führung des Personals der mobilen Einheit;
 - Vorbereitung der nötigen Richtlinien für die Institutionen, die mit der Aufnahme der Schüler beauftragt sind;
- b) den betroffenen Direktionen und Ämtern Vorschläge unterbreiten;
- c) die Verbindung zur Forschung herstellen;
- d) die Lehrerbildungsinstitutionen beraten im Hinblick auf eine bessere Vorbereitung der Lehrpersonen auf

die Bewältigung schwieriger Situationen im Unterricht;

- e) die Schulen in Bezug auf ihre interne Organisation beraten (Prävention, Anschluss an ein Netz, Protokolle);
- f) den Anschluss an ein Netz der Kleinkinderbetreuungsstrukturen.

4. VERNEHMLASSUNGSVERFAHREN

Der Bericht der kantonalen Kommission wurde in einer breit angelegten Vernehmlassung geprüft. Die politischen Parteien und die betroffenen Ämter, Büros und Konferenzen konnten Stellung beziehen. Die verschiedenen Vorschläge wurden weitgehend gutgeheissen. Der Staatsrat kann somit einen Zeitplan aufstellen und die Prioritäten für die zu treffenden Massnahmen vorschlagen.

4.1 Folgende Vorschläge wurden einstimmig gutgeheissen:

- Gewährung zusätzlicher Ressourcen an die Schulen;
- Schaffung einer mobilen Einheit;
- Schaffung dreier Tagesschulzentren für bis zu 45 Schülerinnen und Schüler des Kantons;
- Schaffung eines kantonalen Koordinationsorgans.

4.2 Dieser Vorschlag wurde von einer kleineren Mehrheit unterstützt:

- Schaffung eines Schulzentrums mit Internat. Parallel dazu meldet die Strafjustiz ihr Bedürfnis nach einer geschlossenen Anstalt an (als Folge des Postulats 212.02 von Frau Dominique Virdis Yerly).
- Der Bericht P. Schürmann, welcher kürzlich der Direktion für Gesundheit und Soziales vorgelegt wurde, kommt zu einem durchaus vergleichbaren Schluss, nämlich, dass eine geschlossene Einheit mit Schule für Jugendliche mit schweren oder sehr schweren Verhaltensschwierigkeiten einem bestehenden Heim angegliedert werden müsse.

5. PRIORITÄTEN AM ENDE DER VERNEHMLASSUNG

Bei der Umsetzung der Kommissionsvorschläge setzt der Staatsrat die Prioritäten und hält vier davon, die er für besonders wichtig erachtet, fest:

- Unterstützung der Schulen in ihren Bemühungen (interne Struktur);
- Schaffung von «Anschlussklassen»: wird dem Begriff «Tagesschulen» vorgezogen;
- Zurverfügungstellung einer mobilen Interventionseinheit für alle Schulen des Kantons;
- Schaffung eines Koordinationsorgans.

5.1 Unterstützung der Schulen in ihren Bemühungen

In ihrem Bericht empfiehlt die Kommission, dass in jeder Schule eine Relais-Gruppe (= *Krisenzelle*) gebildet wird, die sich mit den problematischen Situationen bei deren Entstehen befasst, die Bedürfnisse und bestehenden Ressourcen feststellt sowie für ein gutes Klima in der Schule

sorgt. Je nach Bedarf könnten Ressourcenpersonen (vgl. 3.4.1 c) diese Gruppe in der Schule ergänzen, soweit dafür ein Bedarf besteht.

Angesichts der unterschiedlichen Grösse der Schulen auf Primarschul- und OS-Ebene im französischen Kantons- und in Deutschfreiburg sollten Massnahmen vorgeschlagen werden, die dem gesteckten Ziel entsprechen und auch eine gewisse Anpassungsfähigkeit – oder Flexibilität – aufweisen, sodass ihre Wirksamkeit garantiert ist. In den kleinen Schulkreisen gibt es zwischen 60 und 80 Schülerinnen und Schüler, bei den grössten Schulen über 800. Erstere haben 3 bis 4 Lehrpersonen, letztere gegen hundert. Diese so verschiedenen Einheiten brauchen eine für sie passende Steuerung und Führung; die Häufigkeit und Schwere der auftauchenden Probleme sind per definitionem sehr unterschiedlich. Verhaltensauffälligkeiten gibt es jedoch überall, und es müssen Mittel zu deren Behandlung sowohl in den kleinen wie in den grossen Schulen, in den städtischen wie in den ländlichen Gebieten, mit oder ohne Schulleiter, bereitgestellt werden.

Was ganz prioritär vom Lehrkörper und den örtlichen und regionalen Schulbehörden verlangt und erwartet wird, ist nicht eine zusätzliche Struktur, sondern die konkrete Möglichkeit einer besseren Betreuung der schwierigen Fälle. Die Lehrperson ist, vor allem auf Primarstufe, mit ihrer Klasse allein; sie ist mit andauernden Schwierigkeiten konfrontiert, die sie viel Mühe kostet. Wenn sich die Situation verschlechtert, muss sie den Fall an eine Kollegin oder einen Kollegen mit besonderer Verantwortlichkeit weitergeben können. Dieser Vorgang hat den Vorteil, dass der Schülerin oder dem Schüler klar wird, dass sich ihr oder sein Verhalten um eine Stufe verschlechtert hat und mit schwereren Folgen zu rechnen ist. **Eine Person** – oder, in den grossen Schulen, ein kleines Team – wird so mit der raschen Behandlung schwieriger Schulsituationen an Ort und Stelle beauftragt; sie muss Informationen zusammentragen, die erforderlichen Sanktionen treffen, die Betreuung auf Beziehungs- und sozialer Ebene sicherstellen, mit den Eltern und der Klassenlehrperson zusammenkommen und gegebenenfalls den einen oder anderen schulexternen Dienst beiziehen. Sie ist dafür speziell ausgebildet.

In den OS gibt es solche Strukturen bereits; sie funktionieren auf Impuls der Schuldirektion. Der Direktor oder der/die Adjunkt/en und die Schulmediatoren sind damit befasst. Der Vorschlag ist, diese Strukturen zu unterstützen, indem Entlastungseinheiten für den oder die Adjunkten, die Mediatoren gewährt werden oder eine speziell für diese Aufgaben ausgebildete Person nach Vorgaben der Schule eingestellt wird.

Umsetzungsvorschlag: allen Schulkreisen der Orientierungsschule werden ihren Bedürfnissen und ihrem soziokulturellen Kontext gemäss mehrere Entlastungseinheiten gewährt.

(Siehe Übersicht Kapitel 6)

Ziel: bestmögliche Betreuung der stark verhaltensauffälligen Schülerinnen und Schüler in der Schule.

Massnahme: Gewährung mehrerer Entlastungseinheiten pro Primarschulzentrum und Orientierungsschule.

5.2 Schaffung von Anschlussklassen

Wenn alle Interventionsmöglichkeiten in den Schulen erschöpft sind, muss auf eine andere Möglichkeit zurück-

gegriffen werden, die darin besteht, die Schülerin oder den Schüler für eine festzulegende Dauer, die je nach Fall ändert, aus der Schule zu nehmen (siehe obige Vorschläge der Kommission).

Ziel: schulexterne Betreuung der Schülerinnen und Schüler mit sehr grossen Verhaltensschwierigkeiten.

Massnahme: Bildung von drei Anschlussklassen (Tages- schulzentren), wovon zwei französisch- und eine deutschsprachig ist. Wegen des Angebots an öffentlichen Verkehrsmitteln soll eine der beiden französischsprachigen Klassen und die deutschsprachige Klasse in Freiburg oder Grossfreiburg und die zweite französischsprachige Klasse im Süden des Kantons eröffnet werden.

Die Inhalte beruhen auf einem pädagogischen und einem erzieherischen Konzept und bezwecken gleichzeitig die Fortsetzung des schulischen Lernens und die Hinführung zu einer Selbstevaluation des Schülers. In der Regel wird die Integration in den Regelunterricht nach einigen Monaten angestrebt. Bedingung sind Fortschritte der Haltung und des Verhaltens. Die Betreuung findet ganztätig statt, vom frühen Morgen bis zum späten Nachmittag. Der Jugendliche darf erst nach Erfüllung seiner täglichen Aufgaben zu seiner Familie zurückgehen. Es ist zudem vorgesehen, dass die Schülerinnen und Schüler der Anschlussklassen gemeinnützige Aufgaben ausführen.

Anzahl vorgesehener Plätze: zwischen 10 und 15 Schülerinnen und Schüler pro Klasse.

Personaldotation für den Unterricht und die Betreuung: 1 Lehrer/in-VZÄ, 1 VZÄ erzieherische und psychosoziale Betreuung und 0.2 Psycholog/e/in-VZÄ (siehe Übersicht Kapitel 6).

5.3 Mobile Einheit (Siehe Übersicht Kapitel 6)

Die Aufgaben, die dieser Gruppe zukommen, bleiben vorläufig bei der Fachstelle «Release» im Rahmen von ihrem Interventionskonzept «Choice», das finanziell vom Jugendamt (JA) verwaltet wird. Die mobile Einheit führt Interventionen durch, steuert sie und unterstützt anschliessend bei der Normalisierung. Sie berät die Schulen, hilft bei der Erarbeitung der Richtlinien und bei der Schaffung von Krisenzellen in den Schulen und vernetzt die verschiedenen Partner der Schule.

Mittelfristig ist vorgesehen, die mobile Einheit in das Amt für Unterricht zu integrieren.

Die Arbeit der Familienbegleitung (AEMO, Struktur, die in Folge des Postulats 206.02 Crausaz/Morel geschaffen wurde) kann die Schülerbetreuung durch die mobile Einheit ergänzen.

5.4 Koordinationsorgan

Dieses Koordinationsorgan hat die weiter oben bei den Arbeiten der Kommission beschriebenen Aufgaben. Es geht um:

- die Steuerung aller Aktionen und aller im vorliegenden Konzept getroffener Massnahmen;
- die Führung des Personals gemeinsam mit den Schulverantwortlichen, den Inspektoren, der Schulkommission, den OS-Direktoren;
- eine bessere Zusammenarbeit der verschiedenen verantwortlichen Ämter, die im Erziehungs-, Bildungs- oder Sozialbereich tätig sind;

- die Beurteilung des Krisenmanagements innerhalb der Schulen (Präventionsaktionen, Vernetzung, Leitlinien,...);
- die Beurteilung der Gesuche der Schulen um Ressourcenpersonen;
- die Sammlung und Zusammenfassung der Informationen und Erfahrungen rund um Verhaltensauffällige, die im Rahmen eines Jugendforums organisiert werden.

Diese Aufgaben entsprechen den Bedürfnissen der EKSD. Es ist jedoch möglich und wünschenswert, sie mit den aufgrund des Jugendgesetzesentwurfs entwickelten Schritten zu koordinieren.

Realisierungsziel: Januar 2007 (Siehe Übersicht Kapitel 6).

6. ZUSAMMENFASSUNG

Aufgrund der Arbeiten der Kommission, der Vernehmlassung der Vorschläge und der vom Staatsrat aufgestellten Prioritäten gibt es vier Massnahmen, die eine schnelle und wirksame Behandlung der Verhaltensauffälligkeiten in der Schule versprechen.

Zunächst müssten ab Beginn des Kalenderjahres 2006 die folgenden zwei ersten Massnahmen umgesetzt werden:

- Verstärkung der Aktionen in den Schulen (interne Struktur);
- Schaffung von 3 Anschlussklassen.

In einem zweiten Schritt geht es um die Konkretisierung von zwei weiteren Massnahmen:

- Schaffung einer «mobilen Einheit», von der ein Teil heute bereits über die Fachstelle Release läuft, in der Folge jedoch Anstellungen nötig macht. Diese mobile Einheit wird mit den heutigen und zukünftigen Strukturen des Sozial (AEMO)- und des Gesundheitswesens arbeiten.
- Konstituierung eines Koordinationsorgans (Steuerung der vorgeschlagenen Massnahmen, Führung des diesbezüglichen Personals, Beurteilung der Bemühungen in den Schulen usw.) zu Beginn des Kalenderjahres 2007.

Zeitplan 2006 bis 2010:

Das Konzept sieht folgende Anstellungen für die Periode von 2006 bis 2010 vor (siehe untenstehende Bemerkungen betreffend das Budget 2006). Diese Planung muss jedoch im Rahmen der Budgeterstellung, unter Berücksichtigung der notwendigen Absprachen in diesem Bereich, bestätigt werden.

	Massnahmen in den Schulen	Massnahmen ausserhalb der Schulen	Mobile Einheit	Koordinationsorgan	Total
2006	Verstärkung der Aktionen in den Schulen: fr. 1 VZÄ dt. 0,6 VZÄ	Relaisklassen: fr. 2.2 VZÄ dt. 2.2 VZÄ	Schaffung einer mobilen Einheit mit den Ressourcen von Choice (heute 1.8 VZÄ)	Die Koordination erfolgt durch die Ämter für obligatorischen Unterricht	6
2007	Verstärkung der Aktionen in den Schulen: fr. 4 VZÄ dt. 2 VZÄ	Relaisklassen: fr. 2.2 VZÄ dt. – VZÄ	Der Teil «Prävention» von Choice, 1.3 VZÄ, werden von den Gemeinden übernommen: 1.3 VZÄ verfügbar für den Teil «Intervention»	Schaffung eines Koordinationsorgans (Personalführung, Steuerung, Beurteilung der Dispositive der Schulen usw.): 1 VZÄ	9.2
2008	Verstärkung der Aktionen in den Schulen: fr. 2 VZÄ dt. 1.5 VZÄ		Schaffung neuer Stellen «mobile Einheit»: 1 VZÄ	Sekretariat des Koordinationsorgans: 0.4 VZÄ	4.9
2009	Verstärkung der Aktionen in den Schulen: fr. 2 VZÄ dt. 1 VZÄ	Schaffung eines Internats, wenn aus den vorhergehenden Jahren ein diesbezüglicher Bedarf hervorgeht	Schaffung neuer Stellen «mobile Einheit»: 1 VZÄ		4
2010	Verstärkung der Aktionen in den Schulen: fr. 0.2 VZÄ dt. 0.4 VZÄ		Schaffung neuer Stellen «mobile Einheit»: 1 VZÄ		1.6
Total	14.7 VZÄ	6.6 VZÄ	3 VZÄ	1.4 VZÄ	25.7*

* Zu diesem Total müssen noch die heute bereits durch das Programm Choice geschaffenen 1,8 VZÄ hinzugezählt werden.

Diese verschiedenen Massnahmen sollen den Lehrpersonen und den Schulen helfen, ihren Erziehungs- und Bildungsauftrag noch besser zu erfüllen. Zu beachten ist dabei, dass letztlich Massnahmen für verhaltensauffällige Schüler allen Schülern zugute kommen. Sie leisten in diesem schwierigen Bereich nicht zuletzt durch verbesserte Absprachen einen Beitrag zur Glaubwürdigkeit der Schule bei den Eltern und in der Öffentlichkeit.

Budgetierung dieser Arbeitsstellen

Da bereits die letzten Budgets (einschliesslich desjenigen von 2006) eine Stellenerhöhung mit sich brachten, war die Umsetzung der oben erwähnten Stellenplanung nicht möglich. Dennoch werden die beiden vorgeschlagenen Massnahmen im Budget 2006 realisiert, allerdings in kleinerem Umfang als vorgesehen. Es handelt sich hier um die Stärkung der Schulen mit 1 VZÄ (statt 1.6 VZÄ) und die Eröffnung zweier Anschlussklassen mit 3.8 VZÄ (statt 4.4 VZÄ). Gesamthaft machen diese Massnahmen für das nächste Budget also 4.8 VZÄ aus (statt 6 VZÄ). Die Abstriche an der ursprünglichen Planung werden in den nächsten Budgets ausgeglichen.

7. VORSCHLAG

Auf der Grundlage der Vernehmlassungsergebnisse zum Bericht der kantonalen Kommission und unter Berücksichtigung der Bedürfnisse der Schulen wurde eine neue Planung vorgesehen. Diese Planung (siehe oben stehende Tabelle) trägt den finanziellen Möglichkeiten des Kantons Rechnung. Die geschätzten jährlichen Brutto Lohnkosten sind somit in der Grössenordnung von 600 000 Franken für 2006 (Betrag korrigiert auf 480 000 Franken gemäss Budget 2006), von 920 000 Franken für 2007, von 490 000 Franken für 2008, von 400 000 Franken für 2009, von 160 000 Franken für 2010. Das Koordinationsorgan (Punkt 5.4) und die mobile Einheit (Punkt 5.3) werden vom Kanton übernommen. Die Unterstützung in den Schulen (Punkt 5.1) wird gemäss Schulgesetz im Rahmen des gemeinsamen Topfes zwischen Kanton und Gemeinden verteilt. Da die drei Anschlussklassen (Punkt 5.2) in erster Linie Schüler der OS aufnehmen werden, übernimmt der Staat gemäss Schulgesetz 70% des Betrags, der Rest wird auf alle Gemeinden verteilt.

8. NOTWENDIGKEIT EINES DEKRETS

Gemäss dem heute geltenden Schulgesetz tragen die Gemeinden des Schulkreises, unter Abzug des Anteils des Staates, die unten aufgeführten Kosten: alle Kosten, welche die Errichtung und den Betrieb ihrer Orientierungsschule betreffen (Art. 93 Abs. 1 SchG). Die Gemeinden des Schulkreises tragen 30% der folgenden Kosten ihrer Schule:

- a) Die Lohnkosten der Lehrer, des Schuldirektors und der Mitarbeiter und die damit verbundenen Kosten;
- b) die allfällige Beteiligung an den Lohnkosten des Religionsunterrichts.

Der Staat trägt 70% dieser Kosten und Ausgaben.

Um eine solidarische und gerechte Verteilung der mit den drei Anschlussklassen verbundenen Kosten zwischen Staat und Gemeinden sicherzustellen und die wesentlichen Grundsätze des Betriebs festzulegen, müssen be-

sondere und ergänzende Bestimmungen verabschiedet werden. Weil für 2006/07 eine Totalrevision des Schulgesetzes vorgesehen ist, wird ein zeitlich beschränktes Dekret vorgeschlagen. Mit der Gültigkeitsdauer des Dekrets können im Weiteren die Wirkungen des geschaffenen Projekts beurteilt und die Grundsätze in das neue Schulgesetz integriert werden.

In Anwendung von Artikel 97 GRRG braucht es für dieses Dekret die Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates.

Kurze Kommentierung der gesetzlichen Bestimmungen

Der Dekretsentwurf gibt unter Artikel 1 eine Definition der Anschlussklasse und fasst Inhalt und Zweck zusammen.

Unter Artikel 2 sind die mit den Anschlussklassen verbundenen Kosten für Personal, Miete, Ausrüstung und Raumbetrieb, Mobiliar und schulische Aktivitäten aufgeführt, die im Sinne von Artikel 94 SchG zwischen dem Staat und den Gemeinden aufgeteilt werden.

Bei den Unterstützungsmassnahmen, die den Schulen zugute kommen (Punkt 5.1 dieser Botschaft), können letztere anstelle einer Unterrichtsentlastung den Beschäftigungsgrad des sozialpädagogischen Personals, das zum Teil von den Gemeinden und Verbänden angestellt wird, erhöhen. Die damit verbundenen Mehrkosten fallen ebenfalls unter die im Sinne von Artikel 94 SchG zwischen dem Staat und den Gemeinden aufgeteilten Kosten.

Artikel 3 hält fest, dass der Staat die oben erwähnten Kosten übernimmt und die Beträge, welche alle Gemeinden eines Schulkreises bezahlen müssen, einzieht, so wie es schon bei den Orientierungsschulskosten, die zwischen Staat und Gemeinden verteilt werden, geschieht.

Artikel 4 des Entwurfs sieht vor, dass die Anstellung von Personal für die Anschlussklassen unter die Zuständigkeit der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport fällt. Die Gesetzgebung über das Staatspersonal ist anwendbar wie auch die Vertragsbedingungen der Lehrpersonen über den Ferienanspruch (7 Wochen pro Jahr, wovon 4 aufeinander folgende im Sommer, Art. 49 SchG) und die Kündigungsfrist (6 Monate im Voraus zum Ende eines Schuljahrs, Art. 47 SchG).

Artikel 5 legt fest, dass die Platzierung eines Schülers in einer Anschlussklasse unter die Zuständigkeit des OS-Inspektorats fällt und die Eltern innert 10 Tagen bei der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport gegen diesen Entscheid Beschwerde erheben können (Art. 113 SchG). Es braucht eine Empfehlung der Orientierungsschuldirektion beziehungsweise bei Primarschülern des Primarschulinspektorats.

Gemäss Artikel 6 des Entwurfs liegt die Aufsicht über die Anschlussklassen bei der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport, die diese über das OS-Inspektorat ausübt.

Schliesslich wird gewünscht, dass das Dekret am 1. Januar 2006 in Kraft tritt und seine Wirkung bis zum 31. August 2008 entfaltet (Art. 7).

Décret

du

relatif au fonctionnement et au financement des classes relais

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 31 octobre 2005;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

¹ Les classes relais accueillent des élèves présentant des difficultés de comportement et devant être momentanément éloignés de leur école.

² Le programme des classes relais, fondé sur une double approche pédagogique et éducative, permet aux élèves de poursuivre les apprentissages scolaires, tout en les amenant à conduire un travail de réflexion sur eux-mêmes. Une fois qu'ils ont acquis une plus grande maîtrise de leurs attitudes et comportements, ils rejoignent la formation régulière.

³ Les élèves sont épaulés par une équipe pluridisciplinaire engagée au sein des classes relais.

Art. 2

¹ Les frais liés à l'engagement du personnel des classes relais, à la location, à l'équipement et aux charges de fonctionnement des locaux ainsi qu'aux fournitures et activités scolaires font partie des frais répartis entre l'Etat et les communes, au sens de l'article 94 de la loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire).

Dekret

vom

über die Finanzierung und den Betrieb der Anschlussklassen

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 31. Oktober 2005;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

¹ Die Anschlussklassen nehmen Schülerinnen und Schüler mit besonders problematischem Profil auf, die vorübergehend aus ihrer Schule genommen werden müssen.

² Das Programm der Anschlussklassen, das sowohl auf einem schulischen wie einem erzieherischen Ansatz beruht, erlaubt gleichzeitig, das schulische Lernen weiterzuführen und die Schülerinnen und Schüler zu einer Reflexionsarbeit über sich selber zu bringen. Wenn sie ihre Haltungen und Verhaltensweisen wieder besser unter Kontrolle haben, sollen sie in den Regelunterricht zurückkehren.

³ Die Schülerinnen und Schüler werden von einem fächerübergreifenden Team betreut, das für die Anschlussklassen angestellt wird.

Art. 2

¹ Die Kosten für die Anstellung des Personals der Anschlussklassen, die Miete, die Ausrüstung und den Raumbetrieb, das Mobiliar und die schulischen Aktivitäten sind Teil der im Sinne von Artikel 94 des Gesetzes vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz) zwischen dem Staat und den Gemeinden aufgeteilten Kosten.

² Pour les actions conduites en leur sein, les établissements scolaires peuvent, en lieu et place d'une décharge d'enseignement, augmenter la dotation horaire du personnel socio-éducatif engagé pour eux par les communes. Les coûts supplémentaires qui en découlent font partie des frais répartis entre l'Etat et les communes, au sens de l'article 94 de la loi scolaire.

Art. 3

L'Etat paie les frais mentionnés à l'article 2 et récupère les montants dus par l'ensemble des communes de chaque cercle scolaire.

Art. 4

Le personnel des classes relais est engagé par la Direction chargée de l'enseignement obligatoire (ci-après: la Direction), aux conditions contractuelles du personnel enseignant pour ce qui est du droit aux vacances et du délai de résiliation des rapports de service. Il est en outre soumis à la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 5

Le placement d'un élève dans une classe relais relève de la compétence de l'inspection des écoles du cycle d'orientation. La décision est sujette à recours, conformément à l'article 113 de la loi scolaire.

Art. 6

La surveillance des classes relais est confiée à la Direction, qui l'exerce par l'intermédiaire de l'inspection des écoles du cycle d'orientation.

Art. 7

Ce décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006 et expire le 31 août 2008.

² Für die Unterstützungsmassnahmen, die innerhalb der Schulen durchgeführt werden, können die Schulen anstatt einer Unterrichtsentlastung die Stundendotation des sozialpädagogischen Personals erhöhen, das die Gemeinden für sie anstellen. Die damit verbundenen Mehrkosten sind Teil der im Sinne von Artikel 94 des Schulgesetzes zwischen dem Staat und den Gemeinden aufgeteilten Kosten.

Art. 3

Der Staat zahlt die Kosten nach Artikel 2 und zieht die Beträge aller Gemeinden der einzelnen Schulkreise ein.

Art. 4

Das Personal der Anschlussklassen wird von der für die obligatorische Schule zuständige Direktion (die Direktion) angestellt; was den Ferienanspruch und die Kündigungsfrist angeht, so gelten die Vertragsbedingungen der Lehrpersonen. Im Übrigen untersteht es der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

Art. 5

Die Platzierung einer Schülerin oder eines Schülers in eine Relais-Klasse liegt in der Zuständigkeit des Orientierungsschulinspektorats. Gegen dessen Entscheidung kann nach Artikel 113 des Schulgesetzes Beschwerde erhoben werden.

Art. 6

Die Direktion übt die Aufsicht über die Anschlussklassen durch das Orientierungsschulinspektorat aus.

Art. 7

Dieses Dekret tritt am 1. Januar 2006 in Kraft und gilt bis zum 31. August 2008.